

Principaux messages

La grande récession et l'Afrique subsaharienne

Après une dizaine d'années de dynamisme économique, l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer en 2009 une croissance de 1 % seulement. La grande récession a considérablement réduit les exportations d'un grand nombre de pays de la région et perturbé les flux de capitaux. Les pays exportateurs de pétrole et les pays à revenu intermédiaire ont été particulièrement touchés, les pays à faible revenu, un peu moins. Cependant, grâce aux politiques relativement prudentes qu'ils ont menées pendant la période d'expansion, les pays disposent d'une marge de manœuvre pour amortir en partie les chocs, avec parfois l'appui de mesures anticycliques.

En comparant la récession actuelle aux périodes antérieures de ralentissement mondial, il est possible d'entrevoir l'évolution future et les ripostes possibles. Si les ralentissements précédents de l'activité mondiale ont freiné presque tout de suite la croissance de la production dans les pays d'Afrique subsaharienne, la région s'est souvent laissée devancer lors des reprises mondiales qui ont suivi. Ce retard semble imputable en partie aux mesures dommageables qui ont été prises, telles que les restrictions commerciales, et au manque de latitude dans la conduite des politiques budgétaires et monétaires conventionnelles. Cette fois, le recours aux mesures protectionnistes a largement été évité, et la meilleure situation des finances publiques au début de la crise offre une certaine marge de manœuvre pour assouplir les politiques budgétaires et monétaires.

La reprise naissante de l'économie mondiale devrait faire remonter la croissance des pays d'Afrique subsaharienne à 4 % en 2010 et à plus de 5 % les années suivantes. Cela dit, les risques de dégradation de la situation demeurent prépondérants; aussi les politiques économiques devraient-elles viser à soutenir la reprise jusqu'à ce qu'elle ait acquis un certain élan. Dans les pays qui ne subissent aucune contrainte de financement et dont la production est nettement inférieure au potentiel, il pourrait être nécessaire que les déficits budgétaires restent élevés pendant un certain temps encore et que soient maintenues les mesures budgétaires anticycliques éventuelles. Dans de nombreux pays, il serait possible de réduire encore les taux d'intérêt. En revanche, certains pays qui se heurtent à des contraintes de financement devront s'efforcer de contenir les déséquilibres macroéconomiques.

Au fur et à mesure que la reprise s'amplifiera, la politique budgétaire devra être recentrée sur ses objectifs traditionnels de croissance et de viabilité de la dette. Cette question est traitée en détail au chapitre 2, qui examine le rôle que la politique budgétaire peut jouer, à trois égards, pour aider les pays d'Afrique subsaharienne à obtenir de bons résultats économiques : i) améliorer l'efficacité des mesures budgétaires anticycliques; ii) préserver la stabilité de la dette; et iii) promouvoir la croissance et le développement à long terme.

Dans le passé, les politiques budgétaires anticycliques menées par les pays d'Afrique subsaharienne ont produit des résultats contrastés. Pour en accroître l'efficacité, il faudra renforcer les stabilisateurs automatiques, affermir les institutions budgétaires, assouplir les contraintes de financement et améliorer les données et les capacités d'analyse. Des instruments spéciaux, tels que des règles budgétaires et des fonds de stabilisation des prix des matières premières, pourraient être utiles, mais

ils doivent s'appuyer sur des institutions solides et une ferme volonté d'observer les normes de bonne gouvernance.

Les effets directs de la crise sur la viabilité de la dette varient d'un pays à l'autre, en fonction notamment du montant des nouveaux emprunts. Une comparaison entre des analyses de viabilité de la dette réalisées avant et après l'éclatement de la crise ainsi que des simulations font ressortir que, si la croissance se redresse comme prévu, la crise n'aggraverait pas significativement le risque de surendettement pour la plupart des pays. Cependant, pour limiter autant que possible les risques à moyen terme, les pays doivent revenir progressivement à des déficits moins élevés une fois que la reprise se sera confirmée.

À moyen terme, la politique budgétaire devrait être fermement axée sur les objectifs de croissance et de développement. Le financement adéquat des dépenses en capital devrait figurer au premier rang des priorités afin de combler les besoins énormes en infrastructures et en capital humain. Cela dit, pour obtenir des résultats (par opposition à la simple allocation des ressources budgétaires), il faudra aussi rehausser l'efficacité et l'efficacé du secteur public. Cela nécessitera un renforcement institutionnel, la mise en place des moyens nécessaires pour évaluer et gérer les projets, et l'amélioration des normes de gouvernance.